



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Maintien et évolution applicative du logiciel informatique communément appelée « plate-forme PFro » (Road Operator Platform) pour l'échange de données entre les SI des gestionnaires routiers et les stations C-ITS

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Numéro de consultation : DGITM-DMR-PEI-ISC-06-2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R2124-2 et R2161-2 à R2161 5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 -	PREAMBULE – CONTEXTE	4
1.1	Acheteur	4
1.2	Titulaire	4
1.3	Contexte.....	4
ARTICLE 2 -	OBJET DE L’ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE	5
ARTICLE 3 -	ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 -	FORME ET ETENDUE	5
ARTICLE 5 -	DUREE DE L’ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE	6
5.1	Cadre général	6
5.2	Reconduction de l’accord-cadre mono-attributaire	6
5.3	Tranches.....	6
ARTICLE 6 -	LIEUX D’EXECUTION.....	6
ARTICLE 7 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 8 -	MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	8
8.1	Représentation des parties	8
8.1.1	<i>Représentation de l'acheteur</i>	<i>8</i>
8.1.2	<i>Représentation du titulaire.....</i>	<i>8</i>
8.2	Conditions d'exécution	8
8.2.1	<i>Remplacement des intervenants.....</i>	<i>8</i>
8.2.2	<i>Emission et exécution des bons de commande</i>	<i>9</i>
8.2.3	<i>Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.....</i>	<i>9</i>
8.2.4	<i>Les exigences relatives aux prestations</i>	<i>10</i>
8.2.5	<i>Considérations relatives aux groupements d’opérateurs économiques et à la sous-traitance</i>	<i>10</i>
8.3	Obligations du titulaire	11
8.3.1	<i>Obligation de conseil</i>	<i>11</i>
8.3.2	<i>Obligation d'information</i>	<i>11</i>
8.3.3	<i>Mesures de sécurité.....</i>	<i>11</i>
8.3.4	<i>Responsabilité du titulaire.....</i>	<i>12</i>
8.3.5	<i>Mesures d'interopérabilité</i>	<i>12</i>
8.4	Considérations sociales : Clause d’insertion par l’activité économique.....	12
8.4.1	<i>Les publics visés</i>	<i>12</i>
8.4.2	<i>Objectif d'insertion.....</i>	<i>13</i>
8.4.3	<i>Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion</i>	<i>13</i>
8.4.4	<i>Le dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....</i>	<i>14</i>
8.4.5	<i>Les modalités de contrôle de l’action d’insertion</i>	<i>15</i>
8.4.6	<i>Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité économique</i>	<i>15</i>
8.4.7	<i>Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l’action d’insertion</i>	<i>16</i>
8.5	Considérations environnementales	17
8.6	Traitement de données à caractère personnel	18
8.7	Confidentialité et secret des affaires	19
8.8	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat public	19
8.9	Conflit d'intérêt	21
8.10	Clauses de réexamen	21
8.11	Constatation de l'exécution des prestations et admission	21
8.11.1	<i>Contrôle</i>	<i>21</i>

8.11.2	Opérations de vérification	22
8.11.3	Décision après vérifications	22
8.12	Réversibilité et transférabilité	22
8.13	Garanties.....	22
8.14	Pénalités.....	22
8.14.1	Pénalités de retard.....	23
8.14.2	Pénalités pour indisponibilité du logiciel	23
8.14.3	Pénalités pour absence en réunion/journée de tests	23
8.14.4	Pénalités pour non-tenue des outils de suivi	24
8.14.5	Pénalités relatives à la réalisation de tests additionnels nécessaires par le maître d'ouvrage	24
8.14.6	Pénalités pour non-respect d'une autre mesure du PAQ.....	24
8.14.7	Pénalité pour non remise de la documentation	24
8.14.8	Pénalité pour indisponibilité de l'assistance téléphonique	24
ARTICLE 9 -	REGIME FINANCIER.....	24
9.1	Forme et contenu des prix	24
9.2	Variation des prix.....	25
9.3	Avances.....	26
9.4	Modalités financières.....	26
9.4.1	Répartition des paiements	26
9.4.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	26
9.4.3	Intérêts moratoires	27
9.5	Modalités de facturation.....	28
9.5.1	Mentions obligatoires.....	28
9.5.2	Taux de TVA	28
9.5.3	Monnaie	29
9.5.4	Transmission des factures	29
9.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	29
ARTICLE 10 -	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	30
ARTICLE 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
11.1	Echanges dématérialisés	31
11.2	Langue	31
11.3	Sous-traitance	31
11.4	Assurances	32
11.5	Autres obligations administratives	33
11.6	Relation Fournisseurs	34
11.7	Résiliation.....	34
11.8	Exécution aux frais et risques du titulaire	34
11.9	Différends.....	34
11.10	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	35
11.11	Litiges et contentieux.....	37
ARTICLE 12 -	AUDITS EUROPEENS.....	38
ARTICLE 13 -	DEROGATIONS AU CCAG-TIC	38
ARTICLE 14 -	ANNEXES	38

Article 1 - Préambule – Contexte

1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère des Transports (MT) Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM) Direction des Mobilités Routières (DMR) Sous-direction du pilotage de l'entretien, de l'exploitation du réseau routier national non concédé et de l'information routières (PEI) Bureau de l'information routière, des systèmes d'information et des systèmes de transports intelligents coopératifs (ISC)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Sandrine CHINZI Directrice des mobilités routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Madame Marie-Christine ESPOSITO Monsieur Sylvain BELLOCHE Monsieur Pierre-Yves TANNIOU
Courriel	marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr pierre-yves.tanniou@developpement-durable.gouv.fr

1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-TIC est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

1.3 Contexte

Les systèmes de transport intelligents (STI-C) coopératifs (acronyme anglais C-ITS) sont basés sur les communications et le partage d'informations entre entités participantes (véhicules, infrastructures routières, infrastructures de communication, etc.), de manière interopérable, en vue d'offrir aux usagers des services (informations ou actions) qui améliorent la sécurité, l'efficacité, la durabilité et le confort.

La plate-forme PFro est le maillon essentiel entre les systèmes d'aide à la gestion de trafic des gestionnaires routiers (ou systèmes d'information d'autres acteurs) et les stations dites C-ITS qui délivrent les services associés à ces dits systèmes (informations pour la sécurité routière, les chantiers, les points d'intérêts, etc.).

La plate-forme PFro est un logiciel développé nationalement, mais dupliqué et installé chez chaque gestionnaire routier (DIR, Sociétés d'autoroutes, collectivités, agglomérations, etc.).

L'accord-cadre mono-attributaire couvre les prestations réalisées pour les développement, assistance, installation et maintenance. Les Directions interdépartementales des routes (DIR) bénéficient des installations, du maintien en conditions opérationnelles, de la maintenance, et de l'assistance ; les autres gestionnaires (sociétés d'autoroutes, collectivités, agglomérations) bénéficient uniquement du résultat des prestations de développement commandées par la MOA et des prestations d'assistance commandées par la MOA.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre mono-attributaire

L'accord-cadre mono-attributaire a pour objet les développement, maintenance et tierce maintenance applicative de l'application informatique « Plate-forme PFro » (road-operator platform) pour le déploiement des systèmes coopératifs en France.

L'accord-cadre mono-attributaire est un marché de services.

Codes nomenclature CPV et GM de la consultation :

Code CPV (principal) : 72262000-9 : Services de développement de logiciels,

Code CPV (secondaire) : 72267000-4 : Services de maintenance et de réparation de logiciels

Code GM (principal) : 33.04.06 : Forfait de développement

Son objectif est d'assurer la continuité de service de la plate-forme qui permet aux gestionnaires de communiquer avec les véhicules connectés, de suivre les cas d'usages mis en œuvre dans le cadre du projet européen SCALE, de réaliser le développement, la maintenance, et tierce maintenance applicative de l'application informatique « plate-forme PFro » (road operator platform) pour le déploiement des systèmes coopératifs en France

Article 3 - Allotissement

Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire n'est pas alloti.

En effet, les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre mono-attributaire s'inscrivent dans une opération globale constituant un ensemble cohérent et indissociable.

Article 4 - Forme et étendue

La présente consultation donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire.

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum.

Il s'exécute au moyen de bons de commande.

Le montant maximal du présent accord-cadre mono-attributaire est fixé à 3 400 000 € HT. Ce montant maximal correspond environ 2 fois son montant estimatif.

Le présent accord-cadre mono-attributaire cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - Durée de l'accord-cadre mono-attributaire

5.1 Cadre général

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu pour une durée de 24 mois.

La durée de l'accord-cadre mono-attributaire court à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre mono-attributaire

L'accord-cadre mono-attributaire est reconductible tacitement 2 fois pour une période de 12 mois chacune, sans que la durée totale de l'accord-cadre mono-attributaire ne puisse excéder 48 mois. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur doit en informer au moins deux mois avant la date anniversaire de reconduction sa décision de ne pas poursuivre l'accord-cadre mono-attributaire. Cet envoi doit passer par la plateforme PLACE.

Le titulaire ne peut prétendre à une quelconque compensation en cas de non reconduction.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre mono-attributaire ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

5.3 Tranches

L'accord-cadre mono-attributaire ne comporte pas de tranches.

Article 6 - Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution est situé dans les locaux du titulaire.

Les réunions d'avancement du marché sont réalisées soit dans les locaux de la maîtrise d'ouvrage (MOA), soit dans ceux du référent technique de la MOA, soit en distanciel (visioconférence).

La plateforme de développement est installée dans les locaux du titulaire.

Les plateformes de recettes sont installées dans les locaux du référent technique de la MOA, ou des DIR selon les versions.

Les opérations de maintenance et de formation sont réalisées à distance dans les locaux du titulaire ou sur site dans les DIR hébergeant l'application.

Article 7 - Documents contractuels

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre mono-attributaire sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière à savoir le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre mono-attributaire ;
- L'offre technique du titulaire.

Article 8 - Modalités d'exécution des prestations

8.1 Représentation des parties

8.1.1 *Représentation de l'acheteur*

Dès la notification de l'accord-cadre mono-attributaire, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

8.1.2 *Représentation du titulaire*

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, tel que défini au I-4.1 du CCTP.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, cet ou ces interlocuteurs sont désignés, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné et ceci sera soumis à validation du MOA (« agrément »).

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 *Remplacement des intervenants*

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le *curriculum vitae* d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre mono-attributaire peut être résilié pour faute du titulaire.

8.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre mono-attributaire sont effectuées au fur et à mesure des besoins *via* l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de sa notification au titulaire ou toute date mentionnée lors de la notification.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (*correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture*)
- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET de l'Etat : 11000201100044)
- La date d'émission du bon de commande
- Le numéro de l'accord-cadre mono-attributaire
- Le code du service exécutant (FAC9450075)
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- Le délai d'exécution

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mono-attributaire, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre mono-attributaire.

La résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.2.3 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de :

- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 90 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

- L'Acheteur :
 - Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
 - Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.
- Le Titulaire :
 - S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
 - S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise

8.2.4 *Les exigences relatives aux prestations*

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre mono-attributaire.

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

8.2.5 *Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance*

Groupement

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'acheteur considère que les toutes les tâches peuvent faire l'objet de sous-traitance. La sous-traitance totale des prestations est toutefois interdite.

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 *Obligation de conseil*

Le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre mono-attributaire pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre mono-attributaire qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre mono-attributaire.

8.3.2 *Obligation d'information*

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.3.3 *Mesures de sécurité*

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. **Cela sera défini par les DIR lors de l'étape de préparation générale de l'accord-cadre mono-attributaire (cf article I-2-2 du CCTP).**

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations. Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre mono-attributaire, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 24 du CCAG-TIC).

Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire

Pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du présent accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de mettre à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel...). Le titulaire tiendra ainsi l'acheteur informé des divers incidents et vulnérabilités affectant les systèmes d'information (annonce de correctif, attaque en cours...) et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

Le titulaire dispose d'un inventaire et d'une cartographie des systèmes d'information dont il a la charge et doit les maintenir, selon les préconisations de l'ANSSI issues du guide « *cartographie des systèmes d'information* », dans l'outil mis à sa disposition par l'acheteur. L'inventaire et la cartographie comprennent également la liste des « *briques* » matérielles et logicielles utilisées, ainsi que leurs versions exactes avec leur configuration. Ils comportent une base de données de configuration. La cartographie est livrée à la demande de l'acheteur.

8.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre mono-attributaire.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mono-attributaire mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire.

8.3.5 Mesures d'interopérabilité

Le ou les Résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés ; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des Résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs, les éléments ainsi que les liens à prendre en compte sont décrits de façon détaillée dans le cahier des charges techniques.

8.4 Considérations sociales : Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

8.4.1 Les publics visés

Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie

de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)

- *Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »*
- *Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet*
- *Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire*
- *Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire*
- *Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.*

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

8.4.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>sur la durée d'exécution de l'accord-cadre</u> :
Lot unique	5 heures par tranche de 10 000 € facturés HT

8.4.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

8.4.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;

- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

8.4.5 *Les modalités de contrôle de l'action d'insertion*

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur, interlocuteurs désignés ci-après :

marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr

sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr

pierre-yves.tanniou@developpement-durable.gouv.fr

et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

Copie valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 8.4.6 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

8.4.6 *Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique*

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **70 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

8.4.7 *Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion*

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

8.5 Considérations environnementales

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Clause relative au partage de documents

La production des livrables produits par le titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

Clause relative aux déplacements

Les déplacements du titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le titulaire sont accessibles en transports en commun.

Clause sobriété numérique

Il est demandé au titulaire d'appliquer la Politique « Green IT » de démarche continue de réduction des impacts provoqués par l'utilisation des technologies numériques (notamment gestion des courriels raisonnée, recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché) et de former l'équipe dédiée à l'exécution des prestations sur le sujet.

8.6 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre mono-attributaire, Il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel:

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées.

Pénalité forfaitaire de 1000 euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire du lot concerné, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel, pour non-tenue du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021, l'acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire du lot concerné en cas de manquement grave et répété, par le titulaire du lot concerné ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des

données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre mono-attributaire.

8.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre mono-attributaire ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 2000 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre mono-attributaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre mono-attributaire de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

8.8 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat public

Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Evaluation sur la qualité du service rendu

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme de l'accord-cadre mono-attributaire, sur l'ensemble des prestations.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCAP (Annexe CCAP).

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Capitalisation

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance.

Le titulaire définit et assure tout au long du marché la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le titulaire les fait parvenir à l'acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard, dans un délai de 1 mois à l'issue du marché.

Cette capitalisation s'effectue conformément selon les dispositions de l'article IV-4 du CCTP.

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- De cette information ;
- De la prestation de conseil réalisée ;
- Du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

8.9 Conflit d'intérêt

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent accord-cadre mono-attributaire, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent accord-cadre mono-attributaire, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent accord-cadre mono-attributaire.

8.10 Clauses de réexamen

Les clauses de réexamen sont introduites par voies d'acte modificatif.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-TIC, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission

8.11.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars

2021 paru au JO du 1er avril 2021. Les procédures sont à documenter au PAQ.

8.11.2 Opérations de vérification

Par dérogation au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021., les opérations de vérification se déroulent de la manière décrite au CCTP article IV.

8.11.3 Décision après vérifications

Par dérogation au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021., les décisions après les opérations de vérification se déroulent de la manière décrite au CCTP article IV.

8.12 Réversibilité et transférabilité

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire dont l'accord-cadre mono-attributaire arrive à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet de l'accord-cadre mono-attributaire.

Le nouveau titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

Les prestations spécifiques pour accompagner le changement de titulaire, sont prévues dans la prestation REST décrite au CCTP.

Ce dispositif s'effectue également dans le respect du secret des affaires.

8.13 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 36 du CCAG-TIC.

La garantie prévue au CCAG-TIC s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.14 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, l'acheteur peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de **250** euros par jour de retard constaté.

Les autres pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

8.14.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-TIC, la pénalité journalière pour tout retard par rapport aux délais mentionnés dans le CCTP ou délais convenus lors d'une passation de commande ne faisant pas l'objet d'un délai pré-défini, est fixée à 250€, quel que soit le montant de la commande, dans la limite de 50 % du montant de celle-ci.

Ceci s'applique sur toutes les étapes de l'accord-cadre mono-attributaire.

8.14.2 Pénalités pour indisponibilité du logiciel

Par dérogation à l'article 14.2. du CCAG TIC, le logiciel est rendu indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible en raison d'un problème d'environnement, de paramétrage ou de configuration de l'application.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG TIC, une pénalité forfaitaire s'applique chaque mois où le taux souhaité de disponibilité global (sur tous les sites) n'est pas atteint aux torts du titulaire. Cette pénalité forfaitaire sera calculée à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = (\text{prix MAINT} / 6) - ((\text{niveau de service mensuel global constaté} \times (\text{prix MAINT} / 6)) / \text{niveau de service global mensuel défini dans le CCTP})$$

Le prix sera arrondi à l'entier le plus proche pour l'application de la pénalité.

Si le taux de disponibilité sur un site est inférieur au taux de disponibilité sur un site mentionné dans le CCTP, alors une pénalité forfaitaire de 1000€ par site s'applique.

8.14.3 Pénalités pour absence en réunion/journée de tests

Si le titulaire est absent lors d'une réunion programmée, sans prévenir, ou avec un délai de prévenance inférieur à 48h, il encourt une pénalité forfaitaire de 750€.

Si le titulaire est absent lors d'une journée de tests programmée, sans prévenir, ou avec un délai de prévenance inférieur à une semaine, il encourt une pénalité forfaitaire de 750€.

8.14.4 Pénalités pour non-tenue des outils de suivi

En cas de non-tenue des outils de pilotage, de maintenance, de partage d'informations et de suivi pour les différentes prestations susceptibles d'être commandées (PAQ, tableaux de bord, CR, outil de suivi des anomalies ou équivalent Mantis, bons de livraison, template des cahiers de recette, plateforme d'hébergement pour les livraisons des développements à la Maîtrise d'Ouvrage et ses partenaires, outil de gestion des demandes, etc.), le titulaire encourt une pénalité journalière de 500€ jusqu'à fourniture des éléments requis, à chaque constatation faite par le Maître d'Ouvrage.

8.14.5 Pénalités relatives à la réalisation de tests additionnels nécessaires par le maître d'ouvrage

En cas de nécessité pour le maître d'ouvrage de réaliser des tests supplémentaires pour valider la livraison d'une version de la plateforme, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par série de tests supplémentaire à partir de la troisième série de tests de 5 000 €.

8.14.6 Pénalités pour non-respect d'une autre mesure du PAQ

En cas de non-respect d'une mesure du PAQ (autre que la tenue des outils de suivi ou la continuité de service), notamment les dispositions en matière de plan de contrôle et de fourniture des éléments de contrôle intérieur, défaut d'encadrement, etc. le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 € jusqu'à fourniture des éléments requis.

8.14.7 Pénalité pour non remise de la documentation

En cas de retard de la livraison de la documentation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par journée de retard.

8.14.8 Pénalité pour indisponibilité de l'assistance téléphonique

En cas de constatations d'une indisponibilité pendant les périodes mentionnées dans le CCTP de l'assistance téléphonique, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par demi-journée d'indisponibilité.

Article 9 - Régime financier

9.1 Forme et contenu des prix

L'accord-cadre mono-attributaire est conclu à prix unitaires conformément à l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique et tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexe financière à l'acte d'engagement (AE).

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés aux articles 35 et 46 du CCAG-TIC ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi contractuel ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

9.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire.

Les prix de l'accord-cadre mono-attributaire sont révisables tous les 6 mois à compter de la notification de de l'accord-cadre mono-attributaire.

La formule de révision est la suivante :

$$P_r = P_0 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec:

P_r : prix du règlement révisé

P_0 : prix de l'offre figurant dans le bordereau des prix unitaires au moment de la remise de l'offre

I_{n-3} : valeur de l'indice GJ62Z – Programmation, conseil et autres activités informatiques, 3 mois avant la date de révision au mois « n ».

Cet indice est téléchargeable sur le site de l'INSEE via le lien suivant :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766489>

I_{0-3} valeur de l'indice GJ62Z – 3 mois avant la date limite de remise de l'offre.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Modalités de mise en œuvre de la clause de révision

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande écrite par le titulaire transmise à l'acheteur par mail aux adresses suivantes :

marie-christine.esposito@developpement-durable.gouv.fr

sylvain.belloche@developpement-durable.gouv.fr

pierre-yves.tanniou@developpement-durable.gouv.fr

La demande de révision des prix doit être faite au plus tôt 2 (deux) mois et au plus tard 1 (un) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre mono-attributaire.

Le titulaire doit y joindre la preuve des indices, en vue d'un examen par l'acheteur. Au-delà de ce délai et en cas de méconnaissance de ce formalisme, toute demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

L'acheteur dispose de 15 (quinze) jours à réception de la demande pour apporter sa réponse. Passé ce délai, la demande est acceptée tacitement.

9.3 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance respectant les conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises, du montant initial du bon de commande toutes taxes comprises.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du montant du bon de commande.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte

9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Retenu de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Nantissement et cession de l'accord-cadre mono-attributaire

L'accord-cadre mono-attributaire peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de l'accord-cadre mono-attributaire revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre mono-attributaire.

Le comptable assignataire

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

9.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

9.5.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ La référence et l'objet de l'accord-cadre mono-attributaire ;
- ✓ La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- ✓ Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- ✓ Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- ✓ Une description sommaire des prestations effectuées ;
- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- ✓ La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- ✓ La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- ✓ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- ✓ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- ✓ Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ✓ Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

9.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite ou exonéré de TVA, celui-ci annexe aux documents financiers produits au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire.

9.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

- <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

9.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution,

dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre mono-attributaire, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 10 - Régime des droits de propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits les clauses techniques.

Le présent accord-cadre mono-attributaire fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur pour tous les résultats obtenus dans le cadre de l'accord-cadre mono-attributaire.

La cession est exercée au profit du ministère en charge des Transports (en particulier la DMR), ainsi qu'à tous les services, publics ou privés, utilisant ce logiciel dans le cadre des systèmes coopératifs véhicules-infrastructures et de ses évolutions, sur le territoire français, pour une durée de 70 ans et pour les droits suivants :

- Le droit d'exploitation,

- Le droit de reproduction,
- Le droit de libre présentation,
- Le droit d'adapter et de faire évoluer selon les besoins,
- Le droit de diffuser et, éventuellement, de commercialiser,

Le code source sera systématiquement fourni.

Le titulaire garantit qu'il n'ajoutera pas, sauf accord de la DMR, dans les développements des modules ou dispositifs auxquels serait rattaché un droit d'usage à charge de la DMR.

Le titulaire a le droit d'utiliser par ailleurs le savoir-faire développé dans le cadre du marché. Par contre il n'a pas le droit d'utiliser le savoir-faire développé par d'autres entreprises et dont il aurait connaissance dans le cadre de l'accord-cadre mono-attributaire.

Article 11 - Dispositions diverses

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE et/ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

11.2 Langue

Tous les documents écrits (candidature et offre y compris dans le cas où la candidature est présentée sous forme de DUME) remis par le titulaire du lot concerné doivent être rédigés en langue française¹.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique.

Tous les échanges oraux pendant la phase d'exécution du marché s'effectuent en langue française. Si un échange oral s'effectue dans une langue autre que le français, le titulaire doit fournir à sa charge un interprète.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

¹ Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au JORF du 20 mars 1996.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (attention, il y a une nouvelle version du DC4 applicable au 01/01/2024)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Sous-traitance de second rang

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Communication des contrats et pénalités

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par l'article 3.6.3 du CCAG-TIC.

11.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre mono-attributaire.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre mono-attributaire (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.6 Relation Fournisseurs

Engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le ministère des Transports (MT) est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

11.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre mono-attributaire dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre mono-attributaire peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-TIC : résiliation pour événements extérieurs (art. 48), résiliation pour événements liés au marché (art. 49), résiliation pour faute du titulaire (art. 50) ou résiliation pour motif d'intérêt général (art. 50).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié pour les motifs suivants **-non respect du RGPD, non-remplacement de la personne nommément désignée, non-respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-TIC (art.50), non respect des obligations de confidentialité**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence (article 54 du CCAG-TIC).

11.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.10 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre mono-attributaire par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire. Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre mono-attributaire à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un accord-cadre mono-attributaire de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de l'accord-cadre mono-attributaire de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire . Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-TIC.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre mono-attributaire . Toute modification de la durée de l'accord-cadre mono-attributaire ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre mono-attributaire sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-TIC, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG TIC relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent.

11.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil

BP 322

95027 CERGY-PONTOISE Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Article 12 - Audits européens

Les prestations du présent accord-cadre mono-attributaire participent à la réalisation de projets européens (C-Roads, Scale...), et dans ce cadre elles peuvent être soumises à audits. Il est convenu que l'Agence, la Commission Européenne, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la Cour des comptes européenne doivent pouvoir conduire leurs vérifications telles que définies dans les conventions en vigueur y compris à l'égard du contractant de l'Etat, et ce quand bien même aucune relation contractuelle n'aurait été liée entre les institutions européennes délivrant la subvention et l'entreprise finalement sélectionnée.

Article 13 - Dérogations au CCAG-TIC

- ✓ L'article 8.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC
- ✓ L'article 8.10 du présent CCAP déroge à l'article 25 du CCAG-TIC
- ✓ L'article 8.11.2 du présent CCAP déroge aux articles 29 et 32.4 du CCAG-TIC
- ✓ L'article 8.11.3 du présent CCAP déroge à l'article 33 du CCAG-TIC
- ✓ L'article 8.14.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC
- ✓ L'article 8.14.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG-TIC

Article 14 - Annexes

Annexe CCAP	Fiche d'évaluation d'un accord-cadre de prestations informatiques intellectuelles
Annexe RC	Engagement de confidentialité (<i>pour communication de l'annexe 7 du CCTP</i>)
Annexes au CCTP	
Annexe 1	<i>Livrable 2.4.3.2_H</i>
Annexe 2	<i>Livrable 2.4.1_M</i>
Annexe 3	<i>Livrable 2.4.1.4_H et ses annexes</i>
Annexe 4	<i>Livrables 2.4.1.1_M, 2.4.1.2_M, et annexes</i>
Annexe 5	Livrable 2.4.2.1 quarter
Annexe 6	Acronymes et définitions (annexe incluse au CCTP)
Annexe 7	<i>Annexe 7 : Documentation de la plateforme issue du marché précédent (Cette annexe est fournie sous engagement de confidentialité (cf. règlement de la consultation))</i>